



SOMMAIRE

A LA UNE

Mise à l'honneur de la formation professionnelle agricole en Tunisie

A la Une

L'Agence de la Vulgarisation et de la Formation Agricoles (AVFA) a organisé le 14 mai 2018 à Tunis un séminaire national sur le thème « La formation professionnelle en agriculture et pêche (FPAP) : un levier de développement durable ».

Actualités du Réseau FAR

Ce séminaire a été ouvert par Messieurs Samir Taieb et Faouzi Abderrahmane, respectivement Ministre de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche et Ministre de la Formation Professionnelle et de l'Emploi. Des représentants de la coopération internationale (FAO, AFD, Ambassade Suisse, GIZ, NEPAD) et un parterre de 250 experts nationaux et internationaux ont assisté à cette manifestation. L'assistance était cosmopolite : formateurs, directeurs des centres, ingénieurs des centres techniques, chercheurs, représentants des organisations professionnelles, société civile, Commissariats Régionaux au Développement Agricole, Directeurs Généraux au Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche et au Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi, etc.

Actualités des pays membres /plateformes

Monsieur Philippe Vincent, doyen de l'inspection de la formation au Ministère de l'agriculture et de l'alimentation (France) et Monsieur Khalid Belarbi, secrétaire exécutif du réseau international FAR ont présenté deux communications en plénière se rapportant au benchmark des dispositifs de formation professionnelle agricole et au continuum d'apprentissage.

Ce séminaire a donné lieu à la formulation de préconisations, dont les principales sont listées ci-dessous :

A lire, à voir

- piloter la formation professionnelle agricole par la demande ;
- fonder la formation polyvalente sur le savoir-faire et les soft-skills ;
- axer la formation sur les systèmes de production, le stockage, la transformation, la commercialisation et le système qualité ;
- introduire l'innovation technologique dans les parcelles pédagogiques ;
- assurer un rapprochement entre la FPAP et la vulgarisation agricole ;
- inclure la vulgarisation agricole dans le nouveau paradigme orienté vers les TIC et le continuum du savoir ;
- réviser la gratuité des services de formation continue ;
- renforcer la synergie entre la FPAP et la recherche et l'enseignement supérieur agronomique ;
- assurer des passerelles entre la FPAP, l'éducation nationale et l'enseignement supérieur agronomique ;
- réviser la gouvernance du système national de la formation professionnelle ;
- renforcer le dispositif de la FPAP avec les ressources humaines et les fonds nécessaires ;
- améliorer l'attractivité des centres de formation (activités sportives, culturelles et récréatives) ;
- ouvrir d'avantage les centres de formation sur leur environnement socio-économique ;
- promouvoir la coopération, notamment sud-sud et renforcer la coopération internationale (projets, échanges, jumelage, co-diplomation, etc.) ;

Actualités

A l'agenda

Offres d'emploi et opportunités

Un court film documentaire a été préparé pour illustrer la FPAP en Tunisie : <https://www.youtube.com/watch?v=kSWFgO-z3gY&feature=share>

ACTUALITÉS DU RÉSEAU INTERNATIONAL FAR

Lancement d'un projet de thèse en co-tutelle entre l'Université de Toulouse et l'Université de Thiès au Sénégal

Ce projet s'inscrit dans le cadre d'une convention de collaboration [entre Sciences Po Toulouse, l'Université de Thiès](#), l'École Nationale Supérieure de l'Enseignement Agricole ([ENSFEA](#)) et en partenariat avec le [réseau international FAR](#). Cette thèse conduite par Monsieur Idaly Kamara est intitulée : « *Le Partenariat Public Privé dans la formation professionnelle: Une réponse possible pour améliorer l'insertion des jeunes au marché du travail dans les pays du sud ? Les cas du Centre Sectoriel de Formation aux Métiers de la logistique portuaire et du Cluster Horticulture au Sénégal* ». Côté sénégalais, la thèse sera dirigée par Monsieur Ibrahima Thiam, Professeur de sciences économiques à l'Université de Thiès. Côté français, la thèse sera co-dirigée par Messieurs Jean-Pierre Del Corso, Professeur de sciences économiques à l'ENSFEA (UMR LEREPS) et par Guillaume Gillet, Ingénieur d'études à l'ENSFEA et [Montpellier SupAgro](#) (UMR EFTS).

Jean-Pierre Del Corso et Guillaume Gillet se sont rendus à Dakar du 24 au 28 avril 2018 pour finaliser ce projet. Au cours de cette mission, Guillaume Gillet a présenté la genèse de cette thèse et son ancrage institutionnel au travers le projet FPEC. Les différents partenaires ([Agence Française de Développement](#), [Banque Mondiale](#), [Service de Coopération et d'Action Culturelle \(SCAC\)](#), [CIRAD](#)) ont alors pu mesurer l'importance des enjeux de ce projet en termes de politiques éducatives. Tous ont convenu de l'originalité de cette thèse qui devrait constituer à terme un document de référence permettant d'éclairer la décision publique.

Guillaume GILLET
Ingénieur d'études à l'ENSFEA et Montpellier
SupAgro (UMR EFTS).

Participation du Secrétaire exécutif du réseau FAR à un séminaire national en Tunisie

Khalid Belarbi, directeur de [l'Institut des Régions Chaudes \(IRC\)](#) de Montpellier SupAgro et secrétaire exécutif [du réseau international FAR](#) était invité par [l'Agence de vulgarisation et de la formation agricole \(AVFA\)](#) le 15 mai dernier pour participer à un séminaire national à Tunis. Ce séminaire portait sur « la formation professionnelle en agriculture et pêche : un levier du développement agricole durable ».



Présentation de Khalid Belarbi, Secrétaire exécutif du réseau FAR

Khalid Belarbi est intervenu sur les continuums des apprentissages : synergies et interactions. En marge du séminaire, il a tenu différentes réunions avec les membres du réseau FAR Tunisie, les cadres du ministère de l'agriculture et de l'AVFA, et notamment le Directeur Général, Monsieur Khemaies Zayani. L'enjeu de ces rencontres était d'explorer les pistes de collaboration avec le réseau FAR et l'IRC Montpellier SupAgro. Ces rencontres, fructueuses, ont débouché sur une future collaboration. Cette dernière portera sur différents axes : la formation des conseillers agricoles, la formation des directeurs des établissements en méthodologie de projets, et l'appui à l'organisation d'un voyage d'études au Maroc. Ce dernier portera sur le volet conseil agricole en lien avec [l'Office National marocain du Conseil Agricole](#) (ONCA).

La mission s'est poursuivie par une visite du centre de formation agricole de Bouchrik à 40 km de Tunis, un établissement de renommée qui forme des techniciens et des conseillers

dans le domaine de l'horticulture. Un foisonnement d'initiatives au sein de l'AVFA est en cours sous la houlette de son nouveau Directeur général M. Khemaies Zayani. D'ores et déjà, un premier projet financé par la [GiZ](#) autour de la FAR va prochainement démarrer. D'autres activités sont prévues dans le cadre du réseau international FAR, en attendant la mise en place d'un projet plus global et structurant qui pourrait être appuyé par l'AFD.



Membres du réseau FAR Tunisie et Burkina Faso

Khalid BELARBI
Directeur de l'IRC de Montpellier SupAgro,
Secrétaire exécutif du
réseau international FAR

Des nouvelles des stages en cours ...

Le stage AFD – réseau FAR est dans sa phase terrain au Togo

Dans la précédente Gazette, nous vous présentions Ny Ando Rakotomampionona, étudiante à l'Institut des Régions Chaudes de Montpellier SupAgro. Depuis avril, elle effectue son stage de fin d'études pour l'Agence Française de Développement (AFD) et le réseau FAR.

Après deux mois passés au siège de l'AFD, elle a entamé début juin la seconde partie de son stage. Ny Ando Rakotomampionona est actuellement au Togo où elle analyse le processus de rénovation du dispositif de formation agricole et rurale en cours dans le pays. Elle est appuyée par Jacques Ayite, chef

de section «Promotion de l'organisation professionnelle de la formation et de la diffusion des techniques» au sein du [Ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de l'Hydraulique du Togo](#) et animateur régional au sein du réseau FAR. Elle rentrera en France à la fin Juillet afin de paufiner son analyse et rédiger son mémoire avant de le soutenir à l'automne. Elle se fera appuyer au Togo par Florette Rengard, chargée de mission au sein du réseau international FAR.

Le second stage réseau FAR sur les Centres des Métiers Ruraux en Côte d'Ivoire

Désiré Sinan est en Master au sein de l'IRC de Montpellier SupAgro dans le cadre d'une année de formation continue. Il réalise actuellement un stage sur les Centres des Métiers Ruraux (CMR) de Côte d'Ivoire. Il déroule son stage sur la formation de masse en Côte d'Ivoire et articule sa problématique autour de la question suivante : « Place et rôle des CMR dans la formation de masse ? ». Désiré Sinan sera certainement dans l'avenir une personne-ressource pour le réseau FAR Côte d'Ivoire.

Nombreuses missions en cours au sein du réseau FAR



MALI : une mission en cours pour Hassan Quarouch et Khadre Fall

Du 18 au 24 Juin 2018, Hassan Quarouch, chargé de mission au sein du réseau international FAR et Khadre Fall, animateur régional du réseau FAR (zone Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Sénégal) ont effectué une mission au Mali.

En juillet 2017, lors de l'Assemblée Générale du réseau international FAR, les représentants du Mali ont souhaité bénéficier d'un appui pour mettre en place une plateforme nationale de formation agricole et rurale. Il a été recommandé dans cette optique de commencer par établir un diagnostic initial de la FAR au Mali en impliquant toutes les parties prenantes. A l'issue de cette étape et avec l'appui du réseau FAR, un atelier national sera organisé pour amender et valider le diagnostic FAR entre tous les acteurs du pays. Il aura pour

objectif de dégager les grandes lignes d'une réflexion nationale sur la rénovation du dispositif et de structurer une plateforme nationale qui animera la FAR au Mali.

Pour ce faire, le réseau FAR a organisé une mission afin de co-construire, avec les équipes locales, un état des lieux du dispositif FAR au Mali. Abdou Khadre Fall et Hassan Quarouch se sont rendus au Mali pour rencontrer les institutions parties-prenantes de la FAR au Mali et engager avec l'équipe locale un état des lieux de la formation agricole et rurale au pays.



BENIN/ TOGO : une mission pour Florette Rengard

Florette Rengard, chargée de mission au sein du réseau FAR se rendra au Togo et au Bénin pendant dix jours entre le 2 et 13 Juillet. Sa mission poursuit trois objectifs spécifiques :

(i) en tant qu'encadrante de l'étude sur la rénovation des dispositifs de FAR au Togo, menée par Ny Ando Rakotomampionona, apporter un appui méthodologique dans la phase terrain ;

(ii) en tant que chargée de mission du réseau FAR, faire un état des lieux du processus de rénovation de la FAR au Bénin ;

(iii) réaliser des reportages photos afin de les valoriser sur les canaux de diffusion du réseau international FAR.

Florette Rengard réalisera cette mission conjointement avec Jacques Ayite, animateur régional du réseau FAR.



RCA : des experts nationaux et internationaux en mission

A la demande de l'Union Européenne, du 14 au 28 Juin 2018, Pierre Blaise Ango (Président du réseau FAR et Coordinateur national du programme AFOP au Cameroun), Hugo Lehoux (Agrarian Systems Consulting) et Yvan Guironnet (CFPPA de Carmejane) réalisent une mission en République centrafricaine.

L'objectif global de cette mission conjointe est de « contribuer à la formulation d'un programme de redynamisation du dispositif de formation en milieu rural centrafricain,

susceptible d'améliorer et de diversifier l'offre de formation notamment dans le domaine agropastoral au profit des jeunes ruraux, des producteurs déjà en activité et des techniciens déployés sur le terrain dans le souci d'accroître les opportunités d'emploi et la productivité du secteur ».

Ce programme devra refléter l'orientation stratégique du Gouvernement. Il devra être cohérent et bien articulé avec les autres initiatives en cours tant au niveau stratégique qu'au niveau opérationnel, et surtout être piloté par une coordination nationale composée de cadres dédiés (de plusieurs ministères), qui sera en charge de la conception, de l'animation et de la mise en œuvre des réformes du dispositif de formation agricole et rurale.



MALI : une mission pour des experts internationaux dans le cadre du projet ACEFOR

Dans la continuité du projet ACEFOR 1, soutenu par l'AFD, la finalité d'ACEFOR 2 est d'améliorer l'employabilité des jeunes et la compétitivité des entreprises au Mali. Il poursuivra pour cela trois objectifs spécifiques :

(i) améliorer l'offre de formation à travers la construction et l'équipement de centres publics de formation professionnelles (CFP) ;

(ii) contribuer à l'amélioration de la qualité de la formation professionnelle ;

(iii) faciliter l'insertion des jeunes formés.

Ce projet s'inscrira dans le prolongement du Projet ACEFOR 1, en s'appuyant et en renforçant son dispositif de mise en œuvre, en étendant le financement de certaines de ses activités, et en mettant davantage l'accent sur la qualité des formations et l'accompagnement vers l'insertion.

Une étude de faisabilité sera réalisée en Août/septembre 2018 dont la mission principale est de définir les objectifs spécifiques du projet, les activités à mener, les intervenants, le mode opératoire, la planification, la budgétisation et le mécanisme de suivi évaluation.

L'appui du Réseau FAR a pour objectif principal de nourrir l'étude de faisabilité en vue de l'amélioration et du déploiement des formations qualifiantes dans les filières agropastorales. Cet appui se déroulera par le biais d'une étude réalisée par trois consultants entre le 29 Juin et le 9 Juillet 2018 : Guillaume Gillet (l'ENSFEA et Montpellier SupAgro), Christophe Lesueur (service DEFIS) et Emmanuel Ashe (responsable composante insertion installation du programme AFOP au Cameroun).

Sur la base d'un diagnostic des dispositifs de FAR existants au Mali ainsi que sur une analyse rapide des filières porteuses, génératrices d'emplois et permettant la création de valeur ajoutée, les consultants auront à formuler des propositions opérationnelles et budgétisées. Celles-ci seront ensuite intégrées dans la formulation du futur projet ACEFOR 2 par le consultant qui sera recruté dans le cadre de l'étude de faisabilité.

ACTUALITÉS DES PAYS MEMBRES ET PLATEFORMES

MADAGASCAR : organisation d'un atelier par le réseau FARMADA

Né en 2010 de la volonté commune de ses membres, le réseau FARMADA œuvre pour la promotion de la formation agricole et rurale (FAR) à Madagascar. Il rassemble des structures de formation et organisations paysannes. Reconnaisant des lacunes dans la gestion, la valorisation, le partage et la diffusion des informations au niveau de ses membres, le réseau FARMADA a initié depuis 2016 la mise en place des centres de ressources.

Lieux d'échanges et de partage entre les acteurs de la FAR, notamment les formateurs et les conseillers agricoles, l'objectif affiché par la mise en place de ces centres de ressources est multiple : mettre à leur disposition des informations sur la FAR, capitaliser les bonnes pratiques sur la FAR et améliorer la qualité des modules de formation. Parallèlement, des Points d'Information et formation utilisant les

TIC, avec des objectifs plus ou moins similaires ont été mis en place par l'association PIF TIC. Une synergie est en cours pour les échanges de contenus informationnels et pour la mise en marche et la rentabilisation des dispositifs.

Cette année, grâce à son partenariat avec le programme [FORMAPROD](#), le réseau [FARMADA](#) entreprend des actions en vue de l'opérationnalisation de ces centres de ressources. Un atelier de « formation de gestion des centres de ressources » fut organisé par le Réseau FARMADA, le 31 et le 1er Juin dernier au Centre PIFTIC à Ampefiloha. L'objectif de cet atelier était de :

- informer les acteurs de la FAR de l'opérationnalisation du centre de ressources ;
- recenser et faire connaître les besoins et attentes des structures de formation et des OP ;
- identifier et prioriser les activités à mener pour répondre à ces besoins et attentes sont identifiées (thématiques d'échanges, modules de formation, outils pédagogiques) ;
- établir un plan de travail ;
- constituer un comité de gestion du centre de ressources.

Pour la suite des actions, le réseau FARMADA souhaite continuer dans cette voie afin d'opérationnaliser 4 centres de ressources dans les régions suivantes : Analamanga, Atsinanana, Analanjirifo et Amoron'i Mania.



Participants de l'atelier les 31 mai et 1er juin dernier

MAROC : adoption de la Stratégie Nationale de la Formation et de la Recherche Agricoles

[Le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, de Développement Rural et des Eaux et Forêts](#) a adopté une Stratégie Nationale de la Formation et de la Recherche Agricoles (SNFRA). Son double objectif est de renforcer l'adéquation de l'offre en formation et en recherche avec les besoins du Plan Maroc Vert et de favoriser l'intégration de l'ensemble des acteurs concernés par le domaine de la formation et de la recherche agricoles.



Au Maroc, les grands enjeux de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles sont d'accompagner de manière rapprochée les changements appréhendés au niveau du secteur tout entier.

Cela à travers une formation capable de répondre aux exigences et aux besoins qualitatifs et quantitatifs d'un marché de travail en continuelle transformation.

Dans ce cadre, la stratégie a préconisé un double saut, qualitatif et quantitatif, du système de la formation professionnelle agricole. Elle a aussi incitée son entière réorganisation à travers la mise en œuvre d'un certain nombre de chantiers à l'horizon 2021 visant (i) l'anticipation sur l'évolution de la demande en compétences et (ii) l'évaluation des performances et du rendement du système national de la formation agricole. Parmi les principales orientations de la SNFRA, on peut noter :

- l'élaboration d'un master plan visant à former 100 000 lauréats à l'horizon 2021 ;
- la création de 12 pôles multi-centres régionaux de la formation professionnelle agricole pour donner à la dimension régionale une place importante dans la planification et l'évaluation des programmes de formation ;
- l'adoption d'un statut du formateur et du personnel d'encadrement et d'un cadre réglementaire attractif et motivant ;

la création d'un centre national d'ingénierie pédagogique et de formation des formateurs CNIPFC.

Pour en savoir plus sur la suite des orientations de la SNFRA et connaître ses réalisations, [cliquez ICI](#)



Mustapha LAMRANI
Animateur Régional du réseau FAR
pour la Algérie, Maroc, Mauritanie, Tunisie

SENEGAL : institutionnalisation et opérationnalisation du genre dans les structures de formation, de recherche et de conseil agricoles

Le Gouvernement du Sénégal a mis en place en 2016 la SNEEG 2 (2016-2026). Il fait suite à la mise en œuvre et à l'évaluation des « Plan d'Actions National de la Femme » (PANAF 1 et 2), respectivement de 1982 et 1996, et de la Stratégie Nationale pour l'Equité et l'Egalité de Genre (SNEEG 1 / 2005- 2015).

Ce document de politique, adossé au [Plan Sénégal Émergent](#) (PSE) et aux Objectifs de Développement Durable (ODD) est un cadre stratégique de référence majeur en faveur de l'éradication des inégalités de genre dans le pays.

L'institutionnalisation et l'opérationnalisation du genre constituent des directives majeures de la SNEEG 2 destinées à tous les secteurs de développement et parties prenantes qui doivent les intégrer dans leurs stratégies et processus. Le développement agricole et rural,

la formation, la recherche et l'appui-conseil constituent des secteurs prioritaires pour la mise en œuvre des différents axes du PSE et de la SNEEG 2. Il est ainsi impératif d'assurer une contribution inclusive de ces secteurs avec la participation des hommes, des femmes de toutes les catégories sociales.

Dans cette perspective, il serait important de renforcer l'institutionnalisation et l'opérationnalisation du genre dans les Institutions de Formation, Recherche, Conseil agricole et rural (IFRCar) et les ministères de tutelle. Il s'agit de disposer d'approches méthodologiques et de compétences nécessaires pour intégrer le genre dans toutes ses dimensions au niveau des structures IFRCar.

Actuellement, ces IFRCar, conformément aux directives nationales, se sont engagées dans des programmes d'institutionnalisation du genre. Ils se sont dotés de mécanismes genre qui restent peu opérationnels du fait de l'insuffisance de moyens, de la faiblesse de la sensibilisation et de l'appropriation par les acteurs stratégiques. Il est à noter des insuffisances relatives (1) à la prise en compte de la dimension genre dans les curricula des structures de formation agricole, (2) à la proportion d'enseignantes chercheuses due au statut social de la femme, (3) aux données d'étude/recherche spécifiques sur le genre, (4) au budget alloué aux cellules genre avec une incidence négative sur leur fonctionnement.

En perspective du renforcement des initiatives et processus d'institutionnalisation et d'opérationnalisation du genre, engagés par les parties prenantes, un cadre de référence a été conçu. Il doit servir de référentiel et permettre aux IFRCar d'identifier les différentes étapes afin de progresser dans la démarche méthodologique.



Remise du document par le comité au ministre de l'enseignement supérieur de la recherche et de l'innovation le 30 avril 2018 à Dakar

Abdou Khadre FALL
Animateur régional
(Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Sénégal)

TOGO : mise en place d'un modèle pédagogique d'intégration des langues nationales et des TICS dans la formation professionnelle

Le Togo s'engage actuellement dans la mise en place d'un modèle pédagogique d'intégration des langues nationales et des TICS dans la formation professionnelle. L'[UNESCO](#), dans le cadre d'une contribution à l'atteinte des objectifs du projet de renforcement de capacités pour l'éducation (CAPED 2030) appuie la mise en œuvre de ce projet dans le pays.

Le but de cette dynamique est d'assurer l'acquisition des compétences d'une cible analphabète (c'est-à-dire de niveau 0) pour booster l'accès en matière de formation professionnelle avec l'utilisation des TIC. Son objectif majeur est de permettre à une frange importante de la population d'accéder à un emploi. Ce modèle cherche à minimiser les contraintes linguistiques en introduisant la langue nationale et les TIC dans les enseignements d'apprentissages. Il devrait déboucher sur une validation simultanée des compétences linguistiques et professionnelles. Cela nécessite la synchronisation et l'intégration de ces deux dimensions à prendre en compte dans le nouveau référentiel de certification.

Le type de certification va consister à évaluer les compétences acquises par les apprenants dans une situation donnée et avec des critères de performances définis. L'appréciation de la double compétence linguistique et professionnelle devrait émaner du référentiel de certification qui doit tenir compte des langues nationales articulées aux TIC. Les référentiels de certification devraient intégrer l'évaluation des compétences selon les différents types de processus d'acquisition et de l'agencement des séquences d'apprentissage. Le modèle pourra se limiter à un certain niveau (niveau CAP) dans un premier temps. L'évaluation de sa stabilité va permettre de couvrir les autres niveaux et types de certification.



Le Togo s'engage dans la mise en place d'un modèle pédagogique d'intégration des langues nationales et des TICS dans la formation professionnelle

Pour permettre à ce modèle pédagogique de donner de bons résultats liés au développement de compétences chez les jeunes dans des délais escomptés, il est nécessaire de respecter certaines exigences : l'engagement politique et institutionnel, la disponibilité des référentiels, la reconnaissance juridique et institutionnelle du modèle et des programmes conçus, un suivi-évaluation et de généralisation du modèle.

En conclusion, nous pouvons dire que :

- les systèmes d'éducation et de formation ont toujours utilisé des modèles classiques d'acquisition de connaissances et de transfert de compétences. Ces derniers ont montré leurs limites ou du moins peuvent être améliorés ;
- la réussite de ce modèle passe par plusieurs étapes et nécessite :

- une volonté manifeste de la part des Etats ;
- la capitalisation des bonnes pratiques ;
- la mobilisation de ressources pour la soutenabilité financière du modèle ;
- la mobilisation de l'ensemble des parties prenantes ;
- un dispositif de suivi évaluation pertinent ;
- la formation de ressources humaines compétentes à tous les niveaux ;
- un bon management du changement.

Jacques AYITE
 Animateur régional
 (Bénin, Burkina Faso, Niger, Togo)

TUNISIE : Formation professionnelle et vulgarisation agricoles : acquis, défis et nouveaux paradigmes

L'AVFA supervise 40 établissements : 1 institut national pédagogique et de formation continue chargé de l'ingénierie pédagogique et de formation, 8 Centres de Formation Professionnelle dans le domaine de la Pêche (CFPP) et 31 Centres de Formation Professionnelle Agricole (CFPA)).

Les CFPA et CFPP dispensent une formation initiale aux jeunes et une formation continue aux femmes rurales, fils d'agriculteurs et pêcheurs et aux diplômés de l'enseignement supérieur désireux de créer leurs projets. La formation pratique occupe 75% du volume horaire. La formation couvre les aspects techniques, le développement durable, la communication, les aspects managériaux et économiques, l'esprit entrepreneurial, etc. Les CFPA et les CFPP jouent un rôle éducatif, économique et social. Au besoin, ils externalisent la formation au profit des populations rurales. Chaque CFPA dispose d'une exploitation qui sert à des fins pédagogiques, d'expérimentation et de production.

Le dispositif de formation est confronté aujourd'hui à certains défis dont :

- la réduction des effectifs des formateurs et du personnel d'appui ;

- l'insuffisance de formation technique des formateurs ;
- l'insuffisance de supports pédagogiques ;
- la vétusté des moyens de déplacement ;
- des problèmes de gouvernance ;
- la quasi-absence d'activités récréatives ;
- le faible ancrage territorial.

Face à ces défis, un nouveau paradigme de formation et de vulgarisation s'est fondé. Il est basé sur :

- la formation des formateurs ;
- la dotation des centres avec la technologie nécessaires ;
- la formation polyvalente en phase avec les besoins de la profession ;
- la mise en place des parcelles pilotes,
- la mise en place d'un système dual formation et vulgarisation ;
- une ouverture de la formation sur la recherche,
- la promotion de l'innovation,
- le renforcement de la coopération internationale ;
- l'ancrage territorial et attractivité des centres,
- le développement des chaînes de valeur,
- la mise en place d'un système qualité,
- pallier aux discriminations à la défaveur des apprenants et des formateurs.

Pour en savoir plus sur le système de vulgarisation et son nouveau paradigme, [cliquez ICI](#)

Pr. Khemaies ZAYANI
Directeur Général de l'AVFA

CAMEROUN : célébration du 3000ème Jeune Installé dans le cadre du Programme PCP-AFOP

Le Cameroun a décidé en 2008 de rénover son dispositif de formation agropastorale. Cette

décision s'inscrivait (i) en droite ligne du renouvellement du capital humain nécessaire au secteur rural ainsi que de l'exploitation du gisement d'emplois que constitue le secteur rural et de (ii) contribuer à sa croissance économique.

Cette volonté politique s'est traduite par la mise en place du programme AFOP. Pendant 10 ans, il a rénové le dispositif de formation agropastorale par la mise sur pieds de parcours de formation adaptés à la demande sociale et économique.

Aujourd'hui, les parcours rénovés ont permis de former des milliers de jeunes et de contribuer à l'installation de plus de 3000 jeunes dans les territoires ruraux au Cameroun. De plus, les résultats de cette rénovation sont aujourd'hui palpables au Cameroun. En effet, les jeunes installés ont contribué à la création de richesses par leur production diversifiée et ont également créé des milliers d'emplois directs et indirects dans leur localité d'installation. Ces résultats se traduisent également par la réduction de la pauvreté en milieu rural, due aux revenus générés par des productions de plus en plus importantes de denrées agropastorales. Le programme AFOP a aussi provoqué un intérêt de plus en plus croissant des jeunes à la formation et installation dans le domaine de l'agriculture, de l'élevage et des pêches aujourd'hui au Cameroun.

Fort de ces résultats encourageants, le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural ([MINADER](#)) ainsi que le ministre de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales ([MINEPIA](#)) ont pris l'initiative de s'arrêter un instant pour célébrer, dans les territoires, l'installation du 3000ème jeune chacun dans son secteur.

Pour ces deux membres du gouvernement, il s'agit de donner leur onction à un processus enclenché qui porte ses fruits et qui doit continuer avec le soutien du gouvernement de la république et de ses partenaires au développement (AFD notamment).

Cet évènement d'envergure a été célébré en deux phases : la première a eu lieu les 04 et 05 avril à Foumban dans la région de l'Ouest et présidé par Henri Eyebe Ayissi (MINADER). La seconde a eu lieu le 21 avril à Guidiguiss dans la région de l'Extrême-Nord et présidée par le

docteur Taiga (MINEPIA). Ces deux cérémonies ont connues un véritable succès avec la participation de toutes les autorités administratives, politiques et traditionnelles présentes dans ces localités.

Pour en savoir plus sur les temps fort de cette célébration, [cliquez ICI](#)



Acteurs d'AFOP et du MINADER célèbrent dans un champ de maïs le 3000ème jeune installé avec le programme AFOP

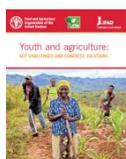
Zacharie KUEDA
Animateur régional
(Cameroun, Madagascar,
République Centrafricaine, Tchad)

À LIRE, À VOIR

Jeunes et Agriculture



REPORT



“Youth and agriculture : key challenges and concrete solutions”, FAO, IFAD, CTA, 128 p., 2014.

Rural youth are the future of food security. Yet around the world, few young people see a future for themselves in agriculture or rural areas. Rural youth face many hurdles in trying to earn a livelihood. But even if such hurdles can be overcome, isn't urban life much cooler? Perhaps, but not if you cannot make a living there. Particularly in developing countries, rural youth find themselves in such a bind. Hence, we need to re-engage youth in agriculture. Can this be done? This publication provides real life examples of how this can be done. It shows how tailor-made educational

programms (such as the Junior Farmer Field and Life Schools approach) can provide rural youth with the skills and insights needed to engage in farming and adopt environmentally friendly production methods.

↓ Read the document [HERE](#)

Prévention des conflits fonciers

BLOG



« Pour prévenir les conflits fonciers, déterminer les surfaces disponibles et planifier leur attribution », J.C Debar., directeur de la Fondation FARM, 18 juin 2018.

Combien reste-t-il de terres cultivables encore disponibles dans le monde ? Nul ne le sait avec précision, ce qui est tout de même gênant quand on s'interroge sur la sécurité alimentaire de la planète. Tout dépend en effet de ce que l'on appelle « cultivable » et « disponible ». C'est pourquoi Pierre Jacquemot a raison de dénoncer « *le mythe de l'abondance des terres arables en Afrique* ». C'est dans ce contexte d'incertitudes statistiques, qui recouvrent de profondes préoccupations écologiques et socio-économiques, que se déroule le débat sur « l'accaparement des terres ».

↓ Lire l'article du blog [ICI](#)

Politiques et aide au développement

BLOG



« La cohérence des politiques, enjeu majeur pour le développement », Jean Balié, économiste principal à la FAO, 4 juin 2018.

La cohérence des politiques est une préoccupation croissante dans l'élaboration des politiques publiques depuis deux décennies. Cette attention n'est pas propre aux pays en développement. Les pays de l'OCDE ont beaucoup travaillé sur ces questions, notamment sur la cohérence des politiques fiscales ou des politiques environnementales. La cohérence des politiques apparaît comme

un enjeu fondamental dès lors que l'on réalise que les décisions de politiques sectorielles ont souvent des effets qui s'étendent au-delà des seuls secteurs qu'elles entendent viser.

↓ Lire l'article du blog [ICI](#)



REPORT

« Donor Engagement with rural youth », compendium prepared for the Global Donor platform for Rural Development, Maria Lee, May 2018.

The Global Donor Platform for Rural Development (GDPRD) provides a forum to support knowledge sharing and synergies among donor and development agencies for the implementation of the Sustainable Development Goals and an inclusive rural transformation process. Many members of the platform are increasingly prioritising youth employment. The linkages between the future of agriculture, the transformation of rural spaces and the need to provide youth with the conditions for a decent and meaningful life, raise many questions about the role that donors can play. This has led the Platform members to choose the topic of Rural Youth Empowerment for this year's General Assembly. The present compendium has been prepared in this context. The compendium is structured in two sections. The first section presents the main findings on trends and approaches used by member organisations to engage with youth in developing countries, as well as remaining gaps and open questions. The second section is a snapshot of members' engagement, including some examples provided by each member of programmes and lessons learned.

↓ Read the report [HERE](#)

ACTUALITÉS

28 Juin 2018 : Signature de la Convention Cadre entre le MINADER, le MINEPIA et la DGER (Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche) dans le cadre de la 3^{ème} phase du programme AFOP.

A L'AGENDA

Sous réserves de modifications, l'Assemblée Générale du réseau international FAR se tiendra à Yamoussoukro en Côte d'Ivoire dans la seconde quinzaine du mois de novembre 2018.

OFFRES D'EMPLOI ET OPPORTUNITÉS



Banque Mondiale

La Banque Mondiale recrute des jeunes professionnels dans le cadre de son programme "World Bank Young Professionals Programm 2019". Les candidatures sont désormais ouvertes.

↓ Informations et candidatures en [cliquant ICI](#)



Institut Européen de Coopération et de Développement (iecd)

Stage ingénieur agroalimentaire pour le Projet TRANSFORM – Njombé, Cameroun

↓ Consultez l'offre [ICI](#)



Agence Française de Développement (AFD)

Chargé.e de projets gouvernance et enseignement supérieur (H/F) en Volontariat International (VI) – Abuja, Nigeria

↓ Consultez l'offre [ICI](#)